



DOCUMENT POUR REMPLIR LA DÉCLARATION DES REVENUS DE 2024

Ce document n'a qu'une valeur indicative. Il ne se substitue pas à la documentation officielle de l'administration.

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENTS DE L'HABITATION PRINCIPALE : CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE L'AIDE AUX PERSONNES

([article 200 quater A du CGI](#) et [article 18 ter de l'annexe IV au CGI](#) ; [BOI-IR-RICI-290](#) disponible sur impots.gouv.fr)

L'article 71 de la loi de finances pour 2024 a prorogé jusqu'au **31 décembre 2025** le dispositif du crédit d'impôt aide à la personne volet **autonomie**, il en a modifié le périmètre ainsi que les modalités d'application.

Sont concernées par ce crédit d'impôt les dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap. Le crédit d'impôt ne s'applique qu'à la condition que vous ou un membre de votre foyer fiscal soyez en situation de perte d'autonomie ou de handicap.

Le champ d'application du crédit d'impôt autonomie est donc réduit pour les dépenses payées à compter de 2024, et, est par ailleurs soumis à condition de ressources compte tenu de la mise en place du dispositif « MaPrimeAdapt' » par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour les revenus modestes.

Le crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes est accordé pour les dépenses payées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 au titre :

- de l'installation ou du remplacement d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap ;
- de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) et de la réalisation de diagnostics préalables à ces travaux.

I- CHAMP D'APPLICATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

A - LES BÉNÉFICIAIRES

1. Dépenses d'équipements permettant l'adaptation de logements à la perte d'autonomie et au handicap

À compter de l'imposition des revenus de 2024, le crédit d'impôt prévu à l'[article 200 quater A du code général des impôts \(CGI\)](#), s'applique sous condition de revenus aux dépenses d'installation ou de remplacement d'équipement permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap. Le crédit d'impôt s'applique en outre à condition que vous ou un membre de votre foyer fiscal soyez en situation de perte d'autonomie ou de handicap.

Le bénéfice du crédit d'impôt vous est accordé si vous payez des dépenses d'équipements éligibles au titre de votre habitation principale. L'avantage fiscal s'applique sans distinction que vous soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit de votre habitation principale.

a) Condition de perte d'autonomie ou de handicap

Pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt, vous ou un membre de votre foyer fiscal devez :

- être âgé de **60 ans ou plus** et souffrir d'une **perte d'autonomie** entraînant son classement dans l'un des groupes

GIR (groupes iso-ressources) numérotés de **1 à 4** de la grille mentionnée à l'article L 232-2 du code de l'action sociale et des familles destinée à l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ;

– ou présenter un **taux d'incapacité supérieur ou égal à 50 %**, déterminé par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 241-5 du même code, dans les conditions prévues au a du 3° du I de l'article L. 241-6 dudit code.

Cette condition de perte d'autonomie ou de handicap s'apprécie :

- au 31 décembre de l'année du paiement de la dépense pour les dépenses réalisées dans un logement achevé ;
- à la date d'acquisition du logement pour les dépenses d'équipements intégrés à un logement acquis neuf ;
- à la date d'achèvement du logement pour les dépenses d'équipements intégrés à un logement acquis en l'état futur d'achèvement ou que vous faites construire.

Une mesure de tempérament est mise en place si, à la date retenue pour apprécier la condition de perte d'autonomie ou de handicap, vous pouvez justifier, d'une part d'un accusé de réception d'une demande, pour vous ou un membre de votre foyer fiscal, sollicitant le classement au sein d'un des 4 premiers groupes iso-ressources ou la reconnaissance d'un taux d'incapacité supérieur ou égal à 50 %, et, d'autre part de l'obtention effective à la suite de cette demande d'un classement dans l'un des groupes 1 à 4 ou de la reconnaissance d'un taux d'incapacité supérieur ou égal à 50 %.

b) Conditions de revenus

Pour les dépenses payées en 2024, le crédit d'impôt n'est attribué qu'aux ménages disposant de revenus intermédiaires dont le montant est compris entre un seuil et un plafond.

Les revenus à prendre en compte sont, en principe, l'ensemble des revenus des personnes occupant le logement. Les revenus à retenir sont ceux du ménage au titre de l'avant-dernière année précédant l'année de paiement de la dépense (ou si plus favorable ceux de l'année précédant) : pour les dépenses payées en 2024 sont donc retenus les revenus fiscaux de référence (RFR) des années 2022 et 2023.

Pour le calcul automatique afin de vérifier les conditions de revenus, il est retenu :

- le nombre de personnes composant **le foyer fiscal**, la localisation (en Île-de-France ou hors Île-de-France) et le nombre de parts de quotient familial pour l'imposition des revenus de l'année 2024 ;
- les revenus fiscaux de référence (RFR) de l'année 2022 ou de l'année 2023 si plus favorable.

En effet, ne disposant pas des données permettant de prendre en compte les revenus du ménage, la notion de foyer fiscal à l'impôt sur le revenu est utilisée pour la détermination du seuil d'entrée ainsi que pour le plafond de ressources. Afin de tenir compte de la notion de **ménage** et notamment de la situation de concubinage, **si vous (composant un ménage) ne bénéficiez pas du crédit d'impôt alors que les conditions de ressources sont remplies, vous devez effectuer une réclamation contentieuse auprès de votre service des impôts des particuliers.**

* Seuil de revenus à respecter

Les revenus (RFR) de l'année 2022 ou, si plus favorable de l'année 2023, doivent être, suivant la composition de votre ménage et votre situation géographique, supérieurs à un seuil déterminé comme suit :

Nombre de personnes composant le ménage	Île-de-France*	Autres régions
1	28 657	21 805
2	42 058	31 889
3	50 513	38 349
4	58 981	44 802
5	67 473	51 281
Par personne supplémentaire	+ 8 486	+ 6 462

* Départements 75, 91, 92, 93, 94, 95, 77, 78

Les enfants en résidence alternée comptent pour une personne.

* Plafond de revenus à respecter

Les revenus (RFR) de l'année 2022 ou, si plus favorable de l'année 2023, doivent être inférieurs à un plafond déterminé en fonction de votre quotient familial calculé comme suit : 31 094 € pour la première part de quotient familial majoré de 9 212 € pour chacune des deux demi-parts suivantes et de 6 909 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la troisième.

Le tableau suivant récapitule le plafond en fonction du nombre de parts :

Nombre de parts de quotient familial	Toutes régions
1	31 094
1,25	35 700
1,5	40 306
1,75	44 912
2	49 518
2,25	52 973
2,5	56 427
2,75	59 882
3	63 336
Par demi-part supplémentaire	+ 6 909

Pour la taxation des revenus 2025, ces seuils et plafonds seront révisés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour la période comprise entre le 1^{er} septembre 2023 et le 1^{er} septembre 2024.

2. Dépenses de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques et diagnostics préalables à ces travaux

Le bénéfice du crédit d'impôt pour les dépenses de travaux prescrits par un PPRT et de diagnostics préalables à ces travaux, est réservé aux propriétaires de logements :

- qu'ils affectent à leur habitation principale ;
- qu'ils louent ou s'engagent à louer à titre d'habitation principale du locataire.

a) Propriétaires occupants

Le bénéfice du crédit d'impôt est accordé si vous êtes propriétaire de votre habitation principale et effectuez des dépenses de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques ainsi que des dépenses de diagnostics préalables à ces travaux.

b) Propriétaires-bailleurs

Le bénéfice du crédit d'impôt s'applique aux dépenses de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques et aux dépenses de diagnostics préalables à ces travaux, exposées si vous êtes propriétaire-bailleur de logements, situés en France et achevés avant l'approbation du plan de prévention des risques technologiques.

Vous devez vous engager à louer le logement à usage d'habitation principale à des personnes autres que votre conjoint ou un membre de votre foyer fiscal. La durée minimale de cet engagement de location est de cinq ans. Cette durée est décomptée à partir de la date de réalisation des dépenses lorsque le logement est déjà occupé par un locataire à cette date ou, dans le cas où le logement n'est pas occupé à cette date, à partir de la date de mise en location, laquelle doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la réalisation des dépenses.

L'engagement de location doit être formulé sur papier libre lors du dépôt de votre déclaration d'ensemble des revenus de l'année au titre de laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé. Un modèle d'engagement de location pour bénéficier du crédit d'impôt de l'[article 200 quater A du CGI](#) (Dispositif PPRT) figure en [annexe](#).

La location doit être effective et continue pendant la période d'engagement, ce qui exclut les logements dont vous vous réservez la jouissance, à quelque usage que ce soit et même pour une très courte durée, pendant la période couverte par l'engagement de location.

En cas de congé du locataire pendant la période couverte par l'engagement de location, le logement doit être aussitôt remis en location jusqu'à la fin de cette période. Une période de vacance pourra cependant être admise, sous réserve que vous puissiez établir que vous avez accompli des diligences concrètes en vue de la relocation effective du bien (insertion d'annonces, recours à une agence immobilière, etc.) et que les conditions de mise en location ne sont pas dissuasives.

Le locataire du logement doit être une personne physique autre que vous (propriétaire du logement), votre conjoint ou un des membres de votre foyer fiscal. Il doit être en outre titulaire d'un bail. Aucune condition de ressources du locataire n'est exigée.

À noter : au titre d'une même année d'imposition, le nombre de logements loués ou destinés à être mis en location, ouvrant droit au crédit d'impôt, n'est pas limité.

B- LES LOGEMENTS OUVRANT DROIT AU CRÉDIT D'IMPÔT

1. Logement situé en France

Le logement doit être situé en France (départements métropolitains et d'outre-mer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion).

Le logement peut être une maison individuelle ou un logement situé dans un immeuble collectif.

2. Ancienneté du logement

a) Équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap

Pour l'installation ou le remplacement d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap), aucune condition d'ancienneté du logement concerné n'est exigée.

Ainsi, ces équipements sont éligibles au crédit d'impôt :

- lorsqu'ils s'intègrent à un logement que vous avez acquis neuf ou en l'état futur d'achèvement.

Les logements neufs s'entendent des immeubles à usage d'habitation dont la construction est achevée et qui n'ont jamais été habités ni utilisés sous quelque forme que ce soit. La vente en l'état futur d'achèvement est le contrat par lequel le vendeur transfère immédiatement à l'acquéreur ses droits sur le sol ainsi que la propriété des constructions existantes. Les ouvrages à venir deviennent la propriété de l'acquéreur au fur et à mesure de leur exécution. L'acquéreur est tenu d'en payer le prix à mesure de l'avancement des travaux. Le vendeur conserve les pouvoirs de maître de l'ouvrage jusqu'à réception des travaux ;

- lorsqu'ils s'intègrent à un logement que vous faites construire et qui a fait l'objet de la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'[article R*. 424-16 du code de l'urbanisme](#) ;

- lorsqu'ils sont acquis dans le cadre de travaux d'installation ou de remplacement réalisés à votre initiative dans un logement déjà achevé.

b) Diagnostics préalables aux travaux et travaux de prévention des risques technologiques

Pour la réalisation de diagnostics préalables aux travaux de prévention des risques technologiques et des travaux eux-mêmes, aucune condition d'ancienneté n'est exigée. Toutefois, seuls les logements achevés avant l'approbation du plan de prévention des risques technologiques ouvrent droit au crédit d'impôt. En effet, les dispositions de l'article L. 515-16-2 du code de l'environnement prévoient que les travaux ne peuvent être prescrits que sur des constructions existantes à la date d'approbation du plan de prévention des risques technologiques.

3. Affectation à l'habitation principale

Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, le logement doit être affecté, en toute hypothèse, à l'habitation principale, soit :

- s'agissant des dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap : votre habitation principale, que vous soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit du logement ;

- s'agissant des dépenses de diagnostics préalables aux travaux ainsi que de travaux de prévention des risques technologiques : votre habitation principale (propriétaire occupant) ou celle du locataire, pour les dépenses de l'espèce réalisées par les propriétaires-bailleurs.

■ Notion d'habitation principale

L'habitation principale s'entend, d'une manière générale, du logement où résident habituellement et effectivement les membres de votre foyer fiscal et où se situe le centre de leurs intérêts professionnels et matériels. Il peut s'agir de maisons individuelles ou de logements situés dans un immeuble collectif. Il peut également s'agir d'un bateau ou d'une péniche, aménagé en local d'habitation, lorsque celui-ci est utilisé en un point fixe et, pouvant entrer dans le champ de la taxe d'habitation.

Le logement s'entend des pièces d'habitation proprement dites et des dépendances immédiates et nécessaires telles que le garage.

Pour les dépenses d'installation ou de remplacement d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, il est admis, à titre de mesure de tempérament, que le crédit d'impôt s'applique également aux dépenses réalisées à l'extérieur de l'habitation principale ou des dépendances immédiates et nécessaires de l'habitation principale, sous réserve que les équipements éligibles soient installés sur les seuls chemins d'accès à l'habitation principale ou aux dépendances immédiates et nécessaires de l'habitation principale.

■ Date d'appréciation de l'affectation du logement à l'habitation principale

Lorsque les équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap s'intègrent dans un logement que vous faites construire ou acquérez neuf ou en l'état futur d'achèvement, ce dernier doit affecter ce logement à son habitation principale dès son achèvement ou son acquisition si elle est postérieure.

Lorsque les travaux d'installation ou de remplacement des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, les travaux de prévention des risques technologiques ou les diagnostics préalables à ces travaux sont effectués dans un logement déjà achevé, ce local doit constituer votre habitation principale à la date du paiement de la dépense à l'entreprise qui effectue les travaux.

Toutefois, lorsque les travaux sont réalisés sur un immeuble acquis achevé et destiné à devenir à bref délai votre résidence principale, il est parfois constaté que les dépenses sont réalisées et payées avant votre installation définitive dans le logement. Dans ces situations, et sous réserve que l'affectation de l'immeuble à l'habitation principale intervienne dans un délai raisonnable à compter de la date du paiement de la facture, il est admis que le crédit d'impôt puisse néanmoins s'appliquer.

A titre de règle pratique, une affectation effective à l'habitation principale dans les six mois à compter, selon le cas, de la date du paiement de la facture ou de l'achèvement du logement dans lequel les travaux sont effectués, doit être considérée comme intervenue dans un délai raisonnable. Pour pouvoir bénéficier de cette mesure, il convient bien entendu que :

- vous soyez propriétaire ou locataire de l'immeuble sur lequel sont réalisés les travaux au jour du paiement de la dépense ;
- vous ayez effectivement supporté la dépense ouvrant droit au bénéfice de cet avantage fiscal et soyez en mesure de présenter, à la demande de l'administration, la facture établie à votre nom par l'entreprise qui a réalisé les travaux ;
- le logement n'ait fait l'objet d'aucune autre affectation entre le paiement de la dépense et votre occupation à titre d'habitation principale.

C- LES DÉPENSES CONCERNÉES

Le crédit d'impôt concerne :

- d'une part, les dépenses payées jusqu'au 31 décembre 2025 au titre de l'installation ou du remplacement d'équipements, limitativement énumérés, permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap ;
- d'autre part, les dépenses payées jusqu'au 31 décembre 2026 au titre de travaux prescrits par un PPRT aux propriétaires d'habitation en application de l'article L. 515-16-2 du C. envir. et de la réalisation de diagnostics préalables à ces mêmes travaux.

La date de paiement de la dépense s'entend de celle à laquelle le règlement de la facture est intervenu. Le versement d'un acompte ne constitue pas un paiement pour l'application du crédit d'impôt.

■ Équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap

Le crédit d'impôt s'applique aux coûts des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap et à la main d'œuvre correspondant aux travaux d'installation ou de remplacements de ces équipements.

La liste des équipements concernés est la suivante :

• *Équipements sanitaires attachés à perpétuelle demeure :*

- éviers et lavabos à hauteur réglable ;
- éviers et lavabos fixes utilisables par les personnes à mobilité réduite ;
- siphon déporté ;
- sièges de douche muraux ;
- cabines de douche intégrales pour personnes à mobilité réduite ;
- bacs à douche extra-plats et portes de douche ;

- receveurs de douche à carreler ;
- pompes de relevage ou pompes d'aspiration des eaux pour receveur extra-plat ;
- w.-c. surélevés ;
- w.-c. suspendus avec bâti support ;
- w.-c. équipés d'un système lavant et séchant ;
- robinetteries pour personnes à mobilité réduite ;
- mitigeurs thermostatiques ;
- miroirs inclinables pour personnes à mobilité réduite.

• *Équipements de sécurité et d'accessibilité attachés à perpétuelle demeure :*

- systèmes de commande comprenant un détecteur de mouvements, de signalisation ou d'alerte ;
- dispositifs de fermeture, d'ouverture ou systèmes de commande des installations électriques, d'eau, de gaz et de chauffage ;
- éclairages temporisés couplés à un détecteur de mouvements ;
- systèmes de motorisation de volets, de portes d'entrée et de garage, de portails ;
- volets roulants électriques ;
- appareils élévateurs verticaux comportant une plate-forme aménagée en vue du transport d'une personne handicapée et élévateurs à déplacements inclinés spécialement conçus pour le déplacement d'une personne handicapée, définis à l'article 30-0 C ;
- mains courantes ;
- barres de maintien ou d'appui ;
- poignées ou barres de tirage de porte adaptées ;
- systèmes de transfert à demeure ou potences au plafond ;
- rampes fixes ;
- plans inclinés ;
- mobiliers à hauteur réglable ;
- revêtements podotactiles ;
- nez de marche contrastés et antidérapant ;
- revêtements de sol antidérapants ;
- protections d'angles ;
- garde-corps ;
- portes ou fenêtres adaptées, inversion ou élargissement de portes ;
- portes coulissantes ;
- boucles magnétiques.

■ **Diagnostics préalables aux travaux et travaux de prévention des risques technologiques**

Il s'agit de la réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits aux propriétaires d'habitations au titre de l'article L. 515-16-2 du code de l'environnement. Ainsi, seuls les travaux de protection contre les risques technologiques prescrits par un PPRT ouvrent droit au crédit d'impôt. En effet, le crédit ne s'applique pas au coût des travaux de protection des habitations principales dont la réalisation est simplement recommandée par un PPRT.

D- ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR UNE ENTREPRISE

Quelle que soit leur nature, les dépenses d'acquisition des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap et les travaux de prévention des risques technologiques doivent être fournis et installés ou réalisés par une même entreprise et donner lieu à l'établissement d'une facture pour ouvrir droit au crédit d'impôt.

Si vous avez acquis des équipements ou matériaux auprès d'une entreprise autre que celle qui a procédé à leur installation ou à leur remplacement, les dépenses n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt.

II- DÉTERMINATION DU MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT

A- BASE DU CRÉDIT D'IMPÔT

1- Dispositions spécifiques

- Dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap
- Équipements installés dans un logement déjà achevé

Le crédit d'impôt s'applique au coût des équipements et à la main d'œuvre correspondant aux travaux d'installation ou de remplacement de ces équipements, tel qu'ils résultent de la facture délivrée par l'entreprise ayant réalisé les travaux dans un logement déjà achevé.

Le prix des travaux s'entend du montant toutes taxes comprises, c'est-à-dire du montant hors taxes majoré de la TVA mentionnée sur la facture.

– Équipements installés dans un logement neuf, en l'état futur d'achèvement ou que vous faites construire.

Lorsque l'équipement permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap s'intègre à un logement lors de sa construction ou à un logement neuf livré équipé, le coût de cet équipement s'entend de son prix de revient pour le constructeur ou pour le vendeur, majoré de la marge bénéficiaire qu'il s'accorde sur le montant de l'équipement. Ce prix d'achat comprend, le cas échéant, le montant des travaux de montage, façonnage, transformation ou adaptation préalable de l'équipement.

– Pièces, fournitures et systèmes associés

La base du crédit d'impôt comprend le coût des pièces, fournitures et systèmes destinés à s'intégrer ou à constituer une fois réunis, l'équipement permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap.

– Si vous êtes locataire ou occupant à titre gratuit, vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt pour la quote-part des dépenses éligibles au crédit d'impôt afférentes aux parties communes ou privatives dont votre propriétaire vous demande le remboursement. Seules ouvrent droit à crédit d'impôt les sommes qui correspondent au remboursement effectif de la dépense engagée.

■ Diagnostics préalables aux travaux et travaux de prévention des risques technologiques

La base du crédit d'impôt est constituée par :

- le montant de la prestation, pour la réalisation de diagnostics préalables aux travaux prescrits par un PPRT ;
- la somme du prix d'achat des matériaux et des frais divers de main-d'œuvre correspondant à la réalisation des travaux pour les travaux de prévention des risques technologiques.

Le crédit d'impôt est calculé sur les montants indiqués par la facture de l'entreprise. Le prix des travaux et du diagnostic s'entend du montant toutes taxes comprises, c'est-à-dire du montant hors taxes majoré de la TVA mentionnée sur la facture.

À noter : si vous êtes propriétaire-bailleur et lorsqu'il s'agit d'une location meublée soumise à TVA, la base du crédit d'impôt s'entend du montant hors taxe du prix des travaux et du diagnostic.

2 - Dispositions communes

– Si vous avez bénéficié de primes ou de subventions, vous devez déduire ces subventions ou primes du montant des travaux. En effet, seules les dépenses que vous supportez effectivement ouvrent droit à réduction d'impôt.

Lorsque la prime ou la subvention ne couvre pas l'intégralité du montant des travaux, seul est admis au bénéfice du crédit d'impôt le montant toutes taxes comprises, selon le cas, des dépenses d'acquisition des équipements ou de réalisation des travaux, diminué du montant de la prime ou subvention se rapportant à ceux-ci.

Le cas échéant, cette dernière est déterminée au prorata du prix d'acquisition hors taxes de l'équipement par rapport au montant hors taxes total de la facture établie par l'entreprise.

Exemple : un contribuable perçoit une subvention de 3 000 € pour la réalisation de travaux dans un immeuble pour un montant total de 5 275 € TTC (5 000 € HT) dont 2 637,5 € TTC (2 500 € HT) au titre de l'acquisition d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap en faveur d'un des membres de son foyer fiscal. La base du crédit d'impôt dont bénéficie le contribuable est égale à la différence entre le prix d'acquisition TTC des équipements et la quote-part de la subvention correspondant à cet équipement.

La base du crédit d'impôt à retenir est égale à : $2\,637,50\,€ - (3\,000\,€ \times 2\,500/5\,000) = 1\,137,50\,€$, arrondi à 1 138 €.

À noter : pour les dépenses de réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits par un PPRT, le montant des participations versées, le cas échéant, en application de l'article L. 515-19 du code de l'environnement, par les exploitants à l'origine du risque technologique et les collectivités territoriales ne vient pas en diminution des dépenses payées entrant dans la base du crédit d'impôt (article 9 de la loi n°2013-619 du 16 juillet 2013).

– Les frais annexes comme les frais administratifs (frais de dossier...) ou les frais financiers (intérêts d'emprunt...) sont exclus de la base du crédit d'impôt.

B- PLAFOND DE DÉPENSES

1 – Dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap

Le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder un plafond pluriannuel qui s'applique sur une période de cinq années consécutives. Pour le crédit d'impôt accordé au titre de 2024, le plafond s'applique aux dépenses effectuées du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024. Il est fixé à :

- **5 000 €** pour une personne célibataire, divorcée ou veuve,
- **10 000 €** pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune.

Ces montants sont majorés de **400 €** par personne à charge (enfants mineurs ou enfants rattachés au foyer fiscal, personnes invalides vivant sous votre toit).

Ces majorations sont divisées par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents (enfants de parents séparés ou divorcés en situation de garde alternée).

En cas de changement de votre situation de famille (mariage, séparation, divorce, décès du conjoint) ou de changement d'habitation principale au cours de la période d'application du crédit d'impôt, un nouveau plafond de dépenses s'applique.

2 – Dépenses de travaux prescrits dans le cadre d'un PPRT et de diagnostics préalables (propriétaires occupants et propriétaires bailleurs)

Pour le calcul du crédit d'impôt, les dépenses effectuées à compter de 2015 sont retenues dans la limite d'un plafond unique de 20 000 € par logement qui s'applique sur une période pluriannuelle comprise entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2026.

Pour un même logement, ce plafond de dépenses de 20 000 € est forfaitaire. Il s'applique quel que soit le nombre d'occupants du logement et quelle que soit la situation de famille du propriétaire du logement. De même, aucune majoration ne peut s'appliquer au titre des personnes fiscalement à la charge du propriétaire.

Le plafond applicable par logement pour les dépenses effectuées par les propriétaires-bailleurs s'applique séparément de celui applicable aux propriétaires occupants. Aussi, le reliquat éventuel de plafond non utilisé au titre d'un logement ne peut pas être employé au titre d'un autre logement.

Si vous êtes propriétaire indivis d'un logement, le plafond de 20 000 € doit être réparti entre les différents propriétaires, au prorata des droits qu'ils détiennent sur le logement.

Si vous êtes un propriétaire-bailleur, et que vous donnez le logement en location à usage d'habitation principale de vos locataires, le nombre de logements donnés en location ou destinés à être mis en location et faisant l'objet de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt n'est pas limité.

C- TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le crédit d'impôt est égal à :

- **25 %** du montant des dépenses d'installation ou de remplacement d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap ;
- **40 %** du montant des dépenses correspondant à la réalisation de travaux prescrits dans le cadre d'un PPRT et de diagnostics préalables à ces travaux.

III- MODALITÉS D'APPLICATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

A- IMPUTATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le crédit d'impôt vient en diminution du montant de votre impôt sur le revenu. Lorsque le crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû, l'excédent est restitué s'il est supérieur à 8 €.

■ Équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap

L'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est applicable diffère selon que les équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap sont installés dans un logement déjà achevé, dans un logement acquis neuf, dans un logement en l'état futur d'achèvement ou dans un logement en construction.

– Lorsque ces équipements s'intègrent à un logement déjà achevé, le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année au cours de laquelle la dépense a été payée. Le paiement doit intervenir entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2025.

– Lorsque ces équipements s'intègrent à un logement acquis neuf, le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année d'acquisition du logement. L'acquisition du logement doit intervenir entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2025.

– Lorsque ces équipements s'intègrent à un logement acquis en l'état futur d'achèvement ou en construction, le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année au cours de laquelle le logement est achevé. L'achèvement doit intervenir entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2025.

Ainsi, un équipement qui s'intègre à un logement acquis en l'état futur d'achèvement entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2025 ou qui a obtenu, entre les mêmes dates, la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'article R. 424-16 du code de l'urbanisme, ne pourra bénéficier du crédit d'impôt que si l'achèvement du logement intervient avant le 31 décembre 2025.

■ Travaux de prévention des risques technologiques et diagnostics préalables

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année au cours de laquelle la dépense a été payée. Le paiement doit intervenir entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2026.

Le versement d'un acompte, notamment lors de l'acceptation du devis, ne peut être considéré comme un paiement pour l'application du crédit d'impôt. Le paiement est considéré comme intervenu lors du règlement définitif de la facture. Un devis, même accepté, ne peut en aucun cas être considéré comme une facture.

En cas de paiement par l'intermédiaire d'un tiers (syndic de copropriété), le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année au cours de laquelle les dépenses sont payées par le syndic à l'entreprise, quelle que soit la date de versement à ce tiers des appels de fonds.

B - OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

■ Équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap

Si vous êtes propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit, le montant des dépenses réalisées dans votre habitation principale doit être inscrit en case 7WI de votre déclaration de revenus (formulaire n° 2042 RICI, page 2 si dépôt papier).

■ Travaux de prévention des risques technologiques et diagnostics préalables

Si vous êtes propriétaire et que les dépenses ont été réalisées au sein de votre résidence principale, le montant des dépenses doit être inscrit en case 7WL de votre déclaration de revenus (formulaire n° 2042 RICI, page 2 si dépôt papier).

Si vous êtes propriétaire-bailleur et que les dépenses réalisées concernent un ou plusieurs logements donnés en location à usage d'habitation principale, il convient de reporter le montant des dépenses effectuées sur la [fiche de calcul](#) annexée au présent document.

Le montant des dépenses de diagnostics préalables et de travaux de prévention des risques technologiques dans des logements donnés en location, éventuellement plafonnées, doit être inscrit en case 7WR de votre déclaration de revenus (formulaire n° 2042 RICI page 11 si dépôt papier).

C - PRODUCTION DE PIÈCES JUSTIFICATIVES

Vous devez produire à la demande de l'administration les factures ou attestations délivrées par l'entreprise ayant réalisé les travaux ou les prestations ou, le cas échéant, les attestations fournies par le vendeur du logement.

Ces factures doivent notamment comporter les éléments d'identification des parties, l'adresse de réalisation des travaux, leur nature ainsi que la désignation et le montant des équipements ou des prestations réalisées au titre des diagnostics préalables et des travaux de prévention des risques technologiques, la date du paiement ou des différents paiements effectués au titre des acomptes.

Les attestations doivent, quant à elles, comporter le nom et l'adresse du vendeur du logement et de l'acquéreur, l'adresse du logement ainsi que la désignation et le prix unitaire de ces équipements.

Si vous êtes copropriétaire et que le paiement a été réalisé par l'intermédiaire du syndic de copropriété, vous devez produire l'attestation ainsi que tout autre document fourni par le syndic indiquant la répartition des dépenses et établissant formellement la date du paiement à l'entreprise de la dépense.

Si vous êtes locataire et que les dépenses sont mises à votre charge par votre propriétaire, vous devez produire une copie de la facture établie au nom du propriétaire ainsi qu'une attestation de celui-ci indiquant le montant des dépenses mises à votre charge.

Si vous êtes concubin non soumis à une imposition commune mais vivant dans un même logement constituant votre habitation principale commune, et que vous demandez à bénéficier du crédit d'impôt, la facture doit comporter, en plus des indications ci-dessus mentionnées, l'identité de chacun d'entre vous ainsi que, le cas échéant, la quote-part de la dépense payée par chacun.

D - REPRISE DU CRÉDIT D'IMPÔT

Si vous obtenez le remboursement, dans les 5 ans de son paiement, de tout ou partie de la dépense qui a ouvert droit au crédit d'impôt, le montant du crédit d'impôt obtenu, calculé sur la somme remboursée, fait l'objet d'une reprise au titre de l'année du remboursement, dans la limite du crédit d'impôt obtenu.

C'est notamment le cas si en tant que locataire vous obtenez le remboursement de ces dépenses par votre propriétaire.

La reprise du crédit d'impôt n'est toutefois pas pratiquée :

- lorsque le remboursement fait suite à un sinistre survenu après le paiement des dépenses ou entre la date d'exécution des travaux et celle de leur paiement ;
- lorsque les sommes remboursées ont été versées par les exploitants à l'origine du risque technologique et les collectivités territoriales, en application de l'article L. 515-19 du code de l'environnement (article 9 de la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013).

La reprise est égale à 25 % ou 40 %, selon le cas, de la somme remboursée, dans la limite du crédit d'impôt obtenu. Elle est effectuée au titre de l'année du remboursement.

Le montant de la reprise est déterminé en soustrayant du crédit d'impôt qui a été obtenu le montant du crédit d'impôt auquel aurait donné droit la dépense nette qui reste à votre charge.

Exemple : un contribuable marié a payé des équipements éligibles à l'avantage fiscal pour un montant de 2 000 € en 2023 et obtient un crédit d'impôt de 500 € ($2\,000 \times 25\%$).

Si, en 2024, il est remboursé de 500 €, il fera l'objet au titre de l'imposition des revenus de l'année 2024 d'une reprise de crédit d'impôt. N'ayant réellement supporté qu'une dépense de 1 500 € ($2\,000 - 500$), il n'aurait eu droit qu'à un crédit d'impôt à hauteur de 375 € ($1\,500 \times 25\%$).

La reprise sera donc de : $500 - 375 = 125$ €.

Ce montant doit être indiqué case 8TF de la déclaration n° 2042C.

E - NON CUMUL AVEC D'AUTRES DISPOSITIFS

1. Non-cumul avec la déduction des dépenses pour la détermination des revenus catégoriels

Les dépenses bénéficiant du crédit d'impôt ne peuvent ouvrir droit, lorsque par ailleurs elles en remplissent les conditions, au bénéfice d'une déduction pour la détermination des revenus catégoriels à l'impôt sur le revenu (revenus fonciers, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, etc.).

2. Non-cumul avec la subvention pour la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap dite « MaPrimeAdapt' »

Conformément aux dispositions du 10 de l'article 200 quater A du CGI, les dépenses bénéficiant du crédit d'impôt autonomie ne peuvent ouvrir droit, lorsque par ailleurs elles en remplissent les conditions, au bénéfice de la subvention octroyée pour la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation des logements au vieillissement ou au handicap dite « MaPrimeAdapt' » gérée par l'Agence nationale de l'Habitat (ANAH).

TABLEAU RÉCAPITULATIF

NATURE DE LA DÉPENSE	LOGEMENT CONCERNÉ	PÉRIODE D'APPLICATION	BASE DU CRÉDIT D'IMPÔT	PLAFOND DE DÉPENSES POUR 2024	TAUX
Installation ou remplacement d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap	Habitation principale quelle que soit sa date d'achèvement	Du 01/01/2005 au 31/12/2025 ¹ .	Prestations, équipements, matériaux, appareils et main d'œuvre	Plafond pluriannuel pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2024 : – 5 000 € (personne seule) – 10 000 € (couple marié ou lié par un Pacs), majorés de 400 € par personne à charge	25 %
Réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)	Habitation principale achevée à la date d'approbation du plan de prévention des risques technologiques et logements donnés en location à usage d'habitation principale des locataires	Du 01/01/2015 au 31/12/2026		Plafond pluriannuel pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2026 : 20 000 € par logement	40 %

¹ Sous condition à compter de l'imposition des revenus de l'année 2024.

FICHE DE CALCUL (à produire sur demande de l'administration)
DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA BASE DU CRÉDIT D'IMPÔT

EN FAVEUR DES DIAGNOSTICS PRÉALABLES AUX TRAVAUX ET DES TRAVAUX DE PRÉVENTION DES RISQUES
 TECHNOLOGIQUES PRESCRITS PAR UN PPRT (CGI. art. 200 *quater* A) DANS DES LOGEMENTS DONNÉS EN LOCATION

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Signature : _____

ANNÉE 2024

	Adresse	Nom du locataire
Logement 1	n° _____ rue _____ code postal _____ commune _____ appartement n° _____ étage _____ esc _____ bât _____	
Logement 2	n° _____ rue _____ code postal _____ commune _____ appartement n° _____ étage _____ esc _____ bât _____	
Logement 3	n° _____ rue _____ code postal _____ commune _____ appartement n° _____ étage _____ esc _____ bât _____	

Diagnostics préalables et travaux de prévention des risques technologiques réalisés sur des logements achevés avant
 l'approbation du PPRT et prescrits par un PPRT :

	Montant des dépenses retenues de 2015 à 2023	Dépenses payées en 2024	Plafond disponible en 2024 20 000 €* - dépenses payées de 2015 à 2023	Dépenses retenues en 2024 (B limité à C)
	A	B	C	D
Log. 1			20 000 €* - A	
Log. 2			20 000 €* - A	
Log.3			20 000 €* - A	
Total à reporter case 7WR de la 2042RICI				

* Si le logement est détenu en indivision, le plafond de 20 000 € doit être retenu à hauteur des droits sur le logement.

Le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt, par logement loué ou destiné à être mis en location pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2026, est limité à un plafond pluriannuel de 20 000 € par logement, quelle que soit la situation de famille.

Le nombre de logements donnés en location ouvrant droit au crédit d'impôt n'est pas limité.

Engagement à produire par les propriétaires-bailleurs (annexe)

DIAGNOSTICS PRÉALABLES ET TRAVAUX DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (art. 200 *quater* A du CGI) DANS DES LOGEMENTS DONNÉS EN LOCATION

Joindre un exemplaire par logement éligible, à votre déclaration des revenus de 2024

Je soussigné (e)

demeurant :

m'engage à louer le logement désigné ci-dessous à compter du : _____

et pendant au moins cinq années à compter de cette date à une personne autre que mon conjoint
ou un membre de mon foyer fiscal.

Adresse du logement :

Date d'acquisition du logement : _____

Date d'achèvement du logement : _____

Date d'approbation du plan de prévention des risques technologiques : _____

Nature et montant des travaux ouvrant droit au crédit d'impôt :

Date d'achèvement de ces travaux : _____

À, le

Date et signature

